

Sous le sceau du secret : les coopérations internationales des Chiffres britannique et français, militaires et navals pendant la Première Guerre mondiale

AGATHE COUDERC

SORBONNE UNIVERSITÉ, SIRICE

Pendant la Première Guerre mondiale¹, une nouvelle branche du renseignement émerge : le renseignement technique, fondé sur les interceptions de messages transmis par les ondes ou par fil². En parallèle, la cryptologie militaire connaît un développement accéléré, qui se traduit par la création ou l'élargissement de services dits « du Chiffre », spécialisés dans la protection des communications nationales et interalliées d'une part, et dans l'attaque des messages codés ou chiffrés étrangers d'autre part³. Côté français, nous nous intéressons à la Section du Chiffre du cabinet du ministre de la Guerre, à celle du Grand Quartier général (GQG), au Chiffre aux armées, ainsi qu'aux équipes du Chiffre de la 1^{re} Section (renseignement) et de la 3^e Section (protection des communications navales) de l'État-Major général de la Marine (EMG). Côté britannique, nous étudions le Chiffre de l'Admiralty (dit *Room 40*), le Chiffre du War Office (MO5(e), puis MI1(b)) et les structures analogues déployées au cours du conflit dans la Royal Navy et les Forces expéditionnaires britanniques.

Cette thèse croise dans des volumes équivalents les archives des deux États, et réunit un ensemble varié de documents issus des administrations de leurs forces armées⁴. Inévitables compte tenu de l'objet choisi, les lacunes archivistiques sont comblées par des écrits d'ordre privé et des documents produits par les autres alliés de l'Entente, comme les Américains⁵.

¹ Cette thèse, préparée sous la direction d'Olivier Forcade (Sorbonne Université, UMR SIRICE) dans l'École doctorale 188 (Histoire moderne et contemporaine) de Sorbonne Université, a été soutenue le 2 décembre 2022. Elle a reçu le Prix de thèse 2022 de l'IHEDN (Institut des hautes études de défense nationale) et le Prix de thèse 2022 de l'AEGES (Association pour les études sur la guerre et la stratégie).

² Au cours du XIX^e siècle, et plus précisément pendant la seconde moitié du siècle, les télécommunications ont connu un bond en avant, avec la diffusion du code Morse dès les années 1840, le développement des câbles sous-marins et l'invention de la Télégraphie sans fil (TSF).

³ Le volet protection des messages est appelé « cryptographie », tandis que le volet attaque est désigné par « cryptanalyse ». La somme des deux est nommée « cryptologie ».

⁴ Nous avons utilisé principalement des fonds conservés au Service Historique de la Défense (SHD) de Vincennes, aux National Archives (TNA) de Kew (Royaume-Uni), à l'Espace Ferrié-Musée des Transmissions de Rennes, et au Churchill Archives Centre de Cambridge.

⁵ Les documents relatifs à des questions de renseignement sont sensibles et souvent estampillés « Secret ». Ceci peut provoquer leur destruction pour des raisons variées, volontaire ou accidentelle, et amène à trouver des contournements. Pour compléter le corpus franco-britannique, nous avons ainsi eu recours à des documents déclassifiés par la National Security Agency (NSA) américaine.

Centrée sur les Chiffres de l'Entente et leur pérennisation, cette thèse souligne le rôle de la cryptologie dans la coopération secrète des Français, des Britanniques et de leurs alliés et propose une histoire de l'institutionnalisation du secret au début du XX^e siècle. Elle définit deux axes principaux de recherche, dont le fil rouge est le secret : un premier comparatif, un second interactif.

L'axe institutionnel et comparatif vise à expliquer la constitution d'équipes spécialisées en cryptologie au sein des Armées et Marines françaises et britanniques. Plusieurs similitudes s'observent d'abord dans l'instauration de ces services, à travers le recrutement de leurs effectifs, leurs moyens humains comme techniques, ou leurs conditions et méthodes de travail. En interrogeant la place du Chiffre dans l'armée, son organisation interne et sa cohabitation avec les autres services de renseignement, nous pouvons mieux cerner son lien avec les échelons de commandement opérationnel et stratégique. Cet axe met en valeur l'apparition de cultures similaires, propres à la pratique du renseignement, celle de la cryptographie et celle de la cryptanalyse, toutes guidées par la nécessité du secret. Ce faisant, il détaille les modalités de l'émergence du renseignement technique en France et au Royaume-Uni pendant la Première Guerre mondiale.

Le secret est également interrogé dans le second axe, cette fois-ci à une échelle internationale, pour suivre le tissage d'une coopération secrète, interarmées et interalliée, par les Chiffres de l'Entente cordiale. S'il ne permet pas une étude technique systématique, le corpus éclaire la confection de codes et de systèmes de chiffrement communs et l'échange de renseignements issus du décryptement de messages ennemis interceptés. Cet axe explore la manière dont Français et Britanniques font coïncider le besoin de confidentialité de leurs découvertes nationales avec celui d'échanger des informations secrètes utiles entre alliés. Nous identifions alors les principes de confiance, de circulation, de partage, et la mise en réseau des connaissances d'un État avec l'autre, et examinons tant la fréquence et les vecteurs des échanges que la nature exacte des données partagées. Cette thèse précise ainsi la chronologie de cette coopération, et la compare avec celle que nouent les Français et les Britanniques chacun avec les Chiffres russes, italiens et américains. Ainsi, nous pouvons mesurer la part que le Royaume-Uni et la France accordent à leur coopération secrète bilatérale.

Cette thèse a pour ambition principale d'éclairer la coopération en situation de coalition entre des services de renseignement dont la discrétion est capitale, pendant la Première Guerre mondiale. Pour ce faire, elle couvre la période allant de l'entrée en guerre jusqu'à la sortie de guerre, au-delà des repères traditionnels de 1914-1918, et découpe son propos en trois grandes parties : l'avant-guerre, la Grande Guerre dans ses bornes classiques, et l'après-guerre.

La première partie de ce travail retrace les années de préparation et d'entrée en guerre. Le premier chapitre dépeint l'intérêt progressif des forces armées pour la cryptologie depuis la fin du XIX^e siècle. Au début du XX^e siècle, la France est l'un des rares États à posséder plusieurs organes permanents du Chiffre, spécialisés dans la cryptographie. À la même époque, rarissimes sont les départements qui sont formés à la cryptanalyse : on relève quelques commissions temporaires, militaires et interministérielles, en France, tandis que les Britanniques créent un Bureau du Chiffre en 1906 à Simla, en Inde, pour surveiller les communications russes.

L'entrée en guerre en août 1914 provoque un sursaut pour le Chiffre : les Britanniques créent des services spécialisés en cryptologie à l'Admiralty, au War Office, et dans le General Headquarters (GHQ) en France, tandis que les Français constituent des équipes du Chiffre au GQG et dans les armées françaises. On recrute dans son cercle de connaissances : comme les élus déjà initiés à la cryptologie sont très rares, on privilégie alors les germanophones. À l'écart des combats puisque installés dans les ministères et les états-majors, ces nouveaux services peinent à définir leur périmètre d'action. Leur faible notoriété provoque aussi des incidents avec le reste des forces armées, qui estiment que chiffrer les ordres est une perte de temps.

Avant-guerre, la France et le Royaume-Uni n'ont pas les mêmes ambitions pour le Chiffre. Dans les années 1910, ils créent pourtant des codes communs pour protéger leurs communications en cas de guerre. De façon presque surprenante, la coopération franco-britannique dans le domaine de la cryptanalyse est féconde dès les premiers mois de la guerre, grâce à de très bonnes relations interpersonnelles entre Français et Britanniques au sein du GHQ. Néanmoins, des fuites dans la presse fragilisent ce premier élan et le secret du Chiffre est renforcé à tous les échelons de l'alliance. La coopération en matière de renseignement se poursuit, mais sous une forme plus timide.

Le deuxième temps de cette thèse étudie la place du Chiffre dans la coalition constituée par le Royaume-Uni, la France et leurs alliés, entre 1914 et 1918. La période voit la croissance exponentielle de ces services, tant en nombre qu'en effectifs : certains comptabilisent d'ailleurs une centaine de membres à l'armistice. Le vivier de recrutement des Chiffres diffère toutefois : rares côté français, de nombreuses femmes rejoignent les rangs britanniques dès 1916, pour assurer la transcription des textes décryptés à l'Admiralty et au War Office, et participer aux travaux de cryptanalyse du War Office. En parallèle, il devient capital de fixer les effectifs de manière durable.

La répartition géographique des sections du Chiffre gagne également en ampleur. Leur multiplication les rapproche progressivement du front, pour mieux protéger les communications de l'avant. Un élargissement s'opère en

parallèle, avec la diffusion des pratiques de chiffrement des messages nationaux et alliés sur des fronts de plus en plus distants de Londres et Paris.

Cette amplification du périmètre du Chiffre s'explique par un changement de mentalités favorable. Fruit d'un long effort de pédagogie de la part des cryptologues, l'idée germe en 1916 que des communications sécurisées sont indispensables pour garantir la bonne menée des combats. Sous l'impulsion du commandement, l'ensemble des forces armées finit par se ranger à l'obligation de chiffrer et coder les transmissions nationales comme interalliées.

La lucidité des Alliés quant à la vulnérabilité de leurs messages vient des découvertes des Chiffres de l'Entente, composés d'esprits brillants et affûtés qui mènent la charge secrète de cryptanalyse. Fruit de ces réussites, une solide relation de confiance s'est tissée entre les Français et les Britanniques. Si les circulations interalliées de renseignements privilégient les armées similaires en 1916, elles sont néanmoins interarmées à l'échelon national. Fin 1917, la coopération interalliée transcende les limites des armées et ne cesse d'être victorieuse jusqu'à la fin de la guerre.

La troisième partie de la thèse couvre la sortie de guerre dès les armistices de l'automne 1918. L'arrêt des combats n'entraîne pas le démantèlement immédiat des Chiffres du temps de guerre. Pour autant, il faut concilier la nécessité de maintenir le secret sur les activités du Chiffre pendant la guerre, avec la volonté de saluer avec discrétion les efforts fournis dans l'ombre par des personnes qui ne pourront pas s'en vanter. Les Français décorent alors plus que les Britanniques, mais n'explicitent jamais les actes récompensés.

L'évolution des Chiffres français et britanniques diffère également lorsqu'on s'intéresse à la restructuration d'après-guerre. Les effectifs français baissent rapidement, avec la démobilisation des réservistes qui étaient très nombreux, et la refonte des services du Chiffre les rattache explicitement aux services de renseignement de l'Armée de Terre et de la Marine. Côté britannique, la démobilisation fait baisser les effectifs des Chiffres du War Office et de l'Admiralty, mais quelques dizaines de membres, dont une majorité de civils, rejoignent un Chiffre interministériel créé en 1920 : la Government Code and Cypher School.

Après l'armistice, le secret est renforcé pour empêcher d'éventuelles fuites d'informations. La plupart des membres du Chiffre français et britannique respectent cet impératif, mais le secret commence à s'effriter dès les années 1920. Les indiscretions de certains anciens chefs du Chiffre révèlent involontairement aux Allemands la vulnérabilité de leurs systèmes cryptographiques de 1914-1918, ce qui accélère la mécanisation de leur Chiffre militaire et naval dès 1925. Après 1945, le secret sur les actions des décrypteurs de la Grande Guerre est obsolète et les survivants reviennent

sur leur expérience du travail de l'ombre, honorent la mémoire de leurs camarades de luttes secrètes et ouvrent la porte à l'histoire du Chiffre.